

DÉCISION DU PRÉSIDENT

DEC-2022-08

Objet : Bornes de recharge pour véhicules électriques – Attribution d'une aide financière du SEY à la commune de CRESPIÈRES

Le Président,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n°2017-05 du Comité en date du 7 mars 2017 relative au lancement du 1^{er} groupement de commandes du SEY pour la fourniture, l'installation, la maintenance, la supervision et l'exploitation des infrastructures de recharge pour les véhicules électriques et actant le versement d'un soutien financier plafonné à 1 500 € par commune adhérente au SEY dans la limite d'un total de subventions n'excédant pas 70 % du coût total HT (fourniture, installation et frais afférents) ;

Vu la délibération n°2017-38 du Comité en date du 1^{er} octobre 2019 actant le versement d'un soutien complémentaire de 1 500 € par commune, s'ajoutant à l'aide initiale de 1 500 €, soit une aide totale plafonnée à 3 000 € par commune membre du groupement dans la limite d'un total de subventions n'excédant pas 70 % du coût total HT (fourniture, installation et frais afférents) ;

Vu la délibération de la collectivité pour l'adhésion à ce groupement de commandes ;

Considérant les travaux réalisés par la commune pour l'installation d'une borne de recharge pour véhicules électriques pour un montant de 6 248,97 € HT ;

Considérant que le montant des aides publiques ne peut être porté à plus de 70 % du montant de la dépense subventionnable, soit un maximum de 4 374,28 € ;

Considérant que le soutien financier du SEY plafonné à 3 000 € par commune est versé en une seule fois à la fin des travaux ;

Considérant que la commune n'a pas perçu de subvention de la part d'autres financeurs ;

Considérant les crédits inscrits au Budget Primitif 2022 du SEY ;

DÉCIDE

ARTICLE 1 : Le SEY attribue un soutien financier de 3 000 € (trois mille euros) à la commune de CRESPIÈRES au titre des travaux réalisés pour l'installation d'une borne de recharge.

ARTICLE 2 : La présente décision sera portée à la connaissance du Comité du SEY lors d'une prochaine séance.

ARTICLE 3 : Le Directeur du SEY et le Comptable Public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Ampliation de la présente décision sera transmise au Comptable de la collectivité.

Fait à Jouars-Pontchartrain, le 18 novembre 2022

Laurent RICHARD

Président

Maire de Maule

Vice-Président du Conseil départemental

